



**8 ans après la création de la Région Nouvelle Aquitaine,  
l'avenir du « site de Limoges » est toujours en question.**

***L'intersyndicale des agents du Conseil Régional alerte !***

Depuis la création de la Région Nouvelle-Aquitaine au 1<sup>er</sup> janvier 2016, les choix opérés par l'exécutif régional ont conduit à une centralisation croissante de l'administration régionale à Bordeaux au détriment des sites de Poitiers et de Limoges.

**Cette centralisation concerne l'encadrement :**

- La Direction générale (Le Directeur Général des services et ses adjoint.es, soit 14 personnes) est en totalité basée à Bordeaux. Les 2 postes de Directrice générale adjointe basés en 2016 à Limoges et à Poitiers ont disparu au fil du temps.
- A l'échelon immédiatement inférieur, sur les 45 directeurs et directrices, seuls 3 sont basé.es à Limoges et 3 à Poitiers.
- A l'échelon subalterne des directeurs/trices adjoint.es, des sous-directeurs/trices et des chef.fes de service, la répartition des postes désavantage clairement Limoges et Poitiers. Le taux d'encadrement y est nettement plus faible.

**La centralisation concerne aussi l'ensemble des effectifs.** Si le nombre total d'agents a progressé au siège à Limoges, c'est grâce aux nombreux transferts de compétences des Départements et de l'Etat vers la Région intervenus depuis 2016 et des moyens supplémentaires apportés par l'Etat. Le poids relatif de Limoges et de Poitiers dans les effectifs globaux a baissé.

**Dans les lycées du Limousin,** l'application du nouvel outil de dotation entraîne des pertes de postes d'agents techniques chargés de l'accueil, de la restauration, de l'entretien et de la maintenance : moins 6 postes au Lycée Valadon à Limoges – 8 au lycée Renoir à Limoges, - 2 à St Exupéry qui était en grève jeudi dernier. 17 postes sont d'ores et déjà perdu en Limousin, et il est à craindre que des dizaines d'autres soient perdus dans les années à venir.

**Dans les lycées cela veut dire dès aujourd'hui un service dégradé pour les élèves et les autres usagers.**

**Dans les services administratifs, la centralisation croissante nous fait craindre dans un avenir prochain, une moins bonne prise en compte des besoins du territoire, de ses habitants et des différents acteurs (entreprises, associations, Collectivités,...etc.).**

**Autre signe de ce délaissement du site de Limoges, le projet de réaménagement des locaux.**

Alors que les effectifs augmentent (540 agents aujourd'hui), la Région veut se délester d'un bâtiment entier dont elle est propriétaire, qui abrite une centaine d'agents, et compacter l'ensemble des effectifs dans les espaces restant (soit 6 à 7 m<sup>2</sup> par agent bien souvent), alors que la préconisation de l'INRS est à 11 m<sup>2</sup>, et ce sans réaliser les travaux d'aménagement intérieurs qui sont nécessaires. On commence par abandonner un premier bâtiment, à quand le 2<sup>ème</sup> puis le 3<sup>ème</sup> bâtiment pour réaliser des économies de fonctionnement supplémentaires ? là encore au détriment de la qualité du service rendu aux usagers.

Le mouvement de décentralisation va se poursuivre dans les années qui viennent dans notre pays, la Région va très vraisemblablement acquérir des compétences supplémentaires, comment va-t-elle accueillir les nouveaux agents qui viendront mettre en œuvre ces compétences ?

Les agents payent aujourd'hui notamment à Limoges le prix d'un sous-investissement chronique dans les locaux (manque d'anticipation). Le bâtiment que la Région veut abandonner pourrait être conservé, le coût estimé de sa rénovation serait inférieur au montant déjà engagé pour la rénovation de la salle plénière.

**Les agents de la Région ont engagé un mouvement pour exiger la suspension de ce projet, qui préfigure un projet plus large de restriction bâtementaire. Un préavis intersyndical de grève a été déposé.**